

Commission Administrative du SNCS du 22 janvier 2010

Motion générale

Le contexte général est marqué par la poursuite en France et en Europe des politiques gouvernementales de destruction des services publics (précarisation de l'emploi et même des rémunérations par les primes aux mérites), de destruction des acquis sociaux en particulier par les projets de réduction des droits à la retraite, et en France de sabotage de la cohésion sociale dont le débat sur l'identité nationale n'est que le dernier avatar.

Les réformes de l'enseignement et de la recherche publique se poursuivent et s'aggravent partout en Europe avec, en France, l'objectif toujours sous-jacent de casser les organismes de recherche :

- Mise en place de la Prime d'Excellence Scientifique (PES) qui est une illusion de revalorisation des carrières, alors qu'elle représente la remise en cause du statut de chercheur.
- Rapport Maurel sur les SHS qui fait de l'INSHS du CNRS sa seule cible et qui recommande la création d'une nouvelle Alliance des SHS.
- Réforme des statuts de l'IRD qui conduit là aussi à la mise en place d'un PDG.
- Plan stratégique de l'INSERM qui justifie l'Alliance des Sciences de la Vie et de la Santé
- Généralisation des Fondations alimentées notamment par le Grand Emprunt qui est une opération de bradage de l'enseignement supérieur et de la recherche publique aux intérêts financiers privés.

La CA du SNCS du 22 janvier 2010 :

- réitère son opposition à la PES. Elle souligne le fort rejet dont fait l'objet cette prime de la part de la communauté scientifique, rejet notamment exprimé au travers du refus des instances d'évaluation des organismes (Comité national de la recherche scientifique, Commissions Scientifiques Spécialisées - CSS) d'attribuer des médailles liées à cette prime. Elle mandate le BN pour envoyer à tous les membres de ces instances un argumentaire pour expliquer les motifs de cette opposition, pour qu'ils refusent la mise en place de ces primes, et pour réunir tous les élus avant la prochaine réunion de printemps de façon à élaborer une riposte collective. La réponse aux primes, c'est l'amélioration des carrières et des rémunérations pour tous. La CA mandate le BN pour finaliser rapidement avec la CA les propositions chiffrées de revalorisation des carrières.

- se prononce à nouveau contre les Alliances dont la multiplication montre bien la fonction programmée de mise sous tutelle des organismes de recherche. Elle mandate le BN pour lancer une explication sur le rôle néfaste de ces Alliances et un appel à leur suppression.

- soutient la journée du 8 février de communication sur la précarisation dans l'enseignement supérieur et dans la recherche. Elle mandate le BN pour conduire les actions pour l'emploi dont cette journée marquera le lancement.

- dénonce à nouveau la réforme des retraites annoncés par le Gouvernement Fillon, exige le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, du régime des pensions de la fonction publique et de tous les acquis en matière de retraite, et se prononce contre le projet de retraite par point en cours d'élaboration par le COR. Elle mandate le BN pour informer et organiser la lutte avec la FSU pour la défense de nos retraites.

La politique gouvernementale sur la recherche publique est l'expression en France d'une politique menée dans toute l'Union Européenne. À l'occasion de la réunion européenne en mars à Bruxelles qui doit faire le point d'avancement du processus de Bologne et de la stratégie de Lisbonne, la CA mandate le BN pour diffuser dans la communauté scientifique une explication des conséquences négatives de ces politiques européennes sur la recherche publique, et pour expliquer notre exigence de mise hors AGCS de l'enseignement supérieur et de la recherche. La CA mandate le BN pour engager activement le SNCS dans le mouvement international « Printemps 2010 » qui mobilise dans de nombreux pays les organisations de l'enseignement et de la recherche contre la privatisation et la marchandisation de leurs activités.

La CA mandate le bureau national pour réagir immédiatement à toute tentative de mise en œuvre du démantèlement du Palais de la découverte, dont la fusion administrative avec la Cité des sciences et de l'industrie est évidemment l'instrument préparatoire. Elle soutient les personnels du Palais dans leur mouvement de défense d'un outil magnifique de popularisation de la science, riche en particulier de la présentation d'expériences vivantes et du contact offert au public avec les scientifiques, toutes richesses qu'une présentation purement muséologique d'objets technologiques ne saurait remplacer.

Motion adoptée par 19 pour, 2 contre, 1 abstention et 0 refus de vote.

Motion sur le déroulement des vœux du Président

Le SNCS dénonce la présence massive de la police dans le domaine de l'université Paris-Sud à Orsay le 11 janvier 2010, à l'occasion de la présentation des vœux du Président Nicolas Sarkozy à Supelec à l'éducation, à l'enseignement supérieur et à la recherche, qui a entravé la libre circulation des personnels de l'université et la liberté d'expression associative et syndicale.

Motion adoptée par 20 pour, 0 contre, 1 abstention et 0 refus de vote.